



RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE
COMMUNE DE MOLENBEEK-SAINT-JEAN

Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal

Présents

Hassan Rahali, *Président du Conseil* ;
Dirk De Block, Amet Gjanaj, Josiane Dostie, Abdelkarim Haouari, Saliha Raiss, Mohammed El Bouzidi, Mohammed Kalandar, *Échevin(e)s* ;
Ahmed El Khannouss, Jamel Azaoum, Olivier Mahy, Maria Gloria Garcia-Fernandez, Luc Vancauwenberge, Yassine Akki, Khalil Boufraquech, Didier Fabien Willy Milis, Emre Sumlu, Rachid Ben Salah, Taoufik Hamzaoui, Didier-Charles Van Merris, Hamza Zibouh, Harmony Deknudt, Rachid Mahdaoui, Ibrahima Bah, Wafa Chelh, Hilde Sagon, Mohamed El Hamouti, Ali Syed, Maria Vindevoghel, Khalid El Jaidi El Qazouy, Mohamad Chehade, Nouhéb Belghith, Matteo Kopriva, Valérie Loseke Nembalemba, Cloë Machuelle, Marie De Leener, *Conseillers communaux* ;
Nathalie Vandeput, *Secrétaire f.f.*

Excusés

Catherine Moureaux, *Bourgmestre* ;
Oumar Diallo, *Échevin(e)* ;
Hassan Ouassari, Michaël Vossaert, Mohamed Adahchour, Hakim Aissati, Mohamed Arabi, Nouhaila El Akrouch, Asma Boutaarourt, *Conseillers communaux*.

Séance du 18.06.25

#Objet : Taxes communales - Taxe sur le placement d'étales de marchandises et de terrasses sur la voie publique - Exercices 2025 à 2030 inclus - Renouvellement et modification. #

Séance publique**Finances****LE CONSEIL,**

Vu les articles 41, 162 et 170 § 4 de la Constitution ;
Vu les articles 117, 118 et 252 de la Nouvelle Loi communale ;
Vu la loi du 13 avril 2019 introduisant le Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ;
Vu la loi du 13 avril 2019 introduisant le Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ;
Vu l'ordonnance du 3 avril 2014, relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications ultérieures ;
Vu le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données) entré en vigueur le 25 mai 2018 ;
Vu le règlement communal relatif aux étales et aux terrasses ;
Vu le règlement de la taxe relatif aux étales, à l'exposition de marchandises et aux terrasses sur la voie publique, établi par décision du Conseil communal du 20 janvier 2021 pour les exercices 2021 à 2025 inclus ;
Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune de Molenbeek-Saint-Jean les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier et considérant que, dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale ;
Vu la situation financière de la Commune ;
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE :**Article 1**

Il est établi au profit de la commune, pour les exercices 2025 à 2030 inclus, une taxe annuelle sur le placement d'étales de marchandises et de terrasses sur la voie publique.

Article 2

Pour l'application du présent règlement, on entend par :

« voie publique », les voies de circulation, y compris les accotements et les trottoirs, réservées en ordre principal à la circulation des personnes ou des véhicules et accessibles à tous ; les emplacements publics établis en tant que dépendances des voies de circulation et affectés notamment au stationnement des véhicules, aux jardins, aux promenades et aux marchés.

L'autorisation prévue au Titre Ier du règlement communal relatif aux étalages et aux terrasses, si elle est accordée, entraîne l'application d'une taxe annuelle qui est due dès qu'il y a occupation de la voie publique ou fixation d'objets imposables au-dessus de la voie publique.

Article 3

Dans le cadre de l'entreposage des marchandises, des étals, des rôtissoires, des accessoires et des distributeurs, cette taxe est de :

- Pour les étalages de marchandises, les étals, les rôtissoires et les accessoires aux étals :

25,00 EUR par mètre carré d'occupation de la voie publique ou de saillie au-dessus du trottoir par an.

- 30,00 EUR par mètre carré pour la surface de trottoir recouverte d'un plancher par an.
- Pour les distributeurs automatiques de menus articles de commerce ou tous autres appareils similaires :

50,00 EUR par appareil et par an .

La taxe est due par le propriétaire de l'appareil.

La superficie imposable des étalages de marchandises est calculée d'après l'autorisation donnée en vertu du Titre Ier du règlement communal relatif aux étalages et aux terrasses.

La superficie imposable des étalages de marchandises est calculée d'après leur longueur totale mesurée d'une extrémité à l'autre et d'après la largeur comptée à partir de la façade. Si l'étalage est placé entre des paravents, la longueur imposable est celle qui est comprise entre ces paravents. De même, si les paravents dépassent l'alignement de l'étalage, la largeur imposable est portée à la longueur de ces paravents.

Il sera décompté de la longueur totale une bande d'un mètre, à titre forfaitaire, si l'étalage de marchandises s'étend des deux côtés de la porte d'entrée.

Toute autorisation d'occupation de la voie publique ou de saillie au-dessus du trottoir comptera pour une superficie taxée d'au moins 1 m².

La taxe ne sera pas appliquée aux étalages n'offrant pas plus de 0,20 m de saillie à partir du nu de la façade. Lorsque cette mesure est dépassée, la taxe sera due pour tout l'espace autorisé ou pour toute la saillie au-dessus du trottoir, sans préjudice des sanctions prévues au Titre Ier du règlement communal relatif aux étalages et aux terrasses.

Article 4

Dans le cadre du placement de terrasses, cette taxe est de :

- 25,00 EUR par mètre carré d'occupation de la voie publique par an.
- 30,00 EUR par mètre carré pour la surface de trottoir recouverte d'un plancher par an.

Elle est portée au triple pour les "terrasses fermées", séparées de la voie publique de quelque manière que ce soit et constituant un enclos abrité des intempéries au moyen de dispositifs fixes ou mobiles, tels que panneaux, cloisons vitrées, stores, etc. et qui sont situées sur un trottoir ou sur une zone de recul le long d'une voie publique.

La superficie imposable terrasses est calculée d'après l'autorisation donnée en vertu du Titre Ier du règlement communal relatif aux étalages et aux terrasses.

La superficie imposable des terrasses est calculée d'après leur longueur totale mesurée d'une extrémité à l'autre et d'après la largeur comptée à partir de la façade. Si la terrasse est placée entre des paravents, la longueur imposable est celle qui est comprise entre ces paravents; de même, si les paravents dépassent l'alignement de la terrasse, la largeur imposable est portée à la longueur de ces paravents.

Il sera décompté de la longueur totale une bande d'un mètre, à titre forfaitaire, si la terrasse s'étend des deux côtés d'une porte d'accès à l'établissement.

Article 5

La taxe est due par le titulaire de l'autorisation. Elle est toujours due au taux plein pour l'année en cours, quelle que soit la date à partir de et jusqu'à laquelle il y a occupation du trottoir ou fixation d'objets imposables au-dessus du trottoir.

Il n'est accordé aucune remise ou restitution pour quelque cause que ce soit. En cas de reprise d'un établissement pour lequel la taxe de l'année en cours a été acquittée, il ne sera pas perçu de nouvelle taxe pour une même superficie imposable. Une nouvelle autorisation devra toutefois être obtenue suivant la procédure prévue au Titre Ier du règlement communal relatif aux étalages et aux terrasses.

Article 6

§ 1. Lors de travaux de voirie d'une durée excédant 2 mois, rendant impossible le placement d'un étalage ou d'une terrasse, il sera accordé un dégrèvement proportionnel au nombre de mois pendant lesquels l'occupation du trottoir aura été empêchée.

Il en va de même en cas de suspension, d'une durée excédant deux mois, de l'usage accordé par l'autorisation lorsque l'intérêt général l'exige.

Pour bénéficier de cette disposition, l'exploitant doit introduire, pendant la durée des travaux, une demande écrite auprès de l'administration communale et permettre le contrôle par le fonctionnaire désigné à cet effet.

§ 2. L'interdiction d'occuper privativement la voie publique lors des jours de tenue des marchés, telle que visée à l'article 7 du

règlement communal relatif aux étalages et aux terrasses, n'entraînera aucun dégrèvement de la taxe.

§ 7. Les cas repris au présent article ne donneront en aucun cas lieu à une quelconque indemnité.

Article 7

Le paiement de la taxe n'implique pas pour la commune l'obligation d'établir, à cet égard, une surveillance spéciale.

Article 8

L'administration communale adresse au contribuable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment remplie et signée, avant l'échéance mentionnée sur ladite formule. Le redevable qui n'a pas reçu de formule de déclaration est tenu de communiquer à l'Administration communale, au plus tard le 15 janvier de l'année qui suit celle de l'exercice d'imposition, les éléments nécessaires à la taxation.. L'autorisation accordée en vertu du Titre Ier du règlement communal relatif aux étalages et aux terrasses n'enlève pas l'obligation d'introduire une déclaration annuelle.

La non déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise entraîne l'enrôlement d'office de la taxe.

Les taxes enrôlées d'office sont majorées d'un montant égal à 10% du droit initialement dû. Le montant de cette majoration est enrôlée simultanément et conjointement avec la taxe enrôlée d'office.

Article 9

La taxe est perçue par voie de rôle. Le rôle de la taxe est arrêté et rendu exécutoire par le Collège des Bourgmestre et Echevins. Le redevable de la taxe recevra, sans frais, un avertissement extrait de rôle. La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement extrait de rôle.

Article 10

A défaut de paiement de la taxe dans le délai, un intérêt au taux prévu en matière d'impôt directs est dû, cet intérêt étant calculé par mois civil à partir du premier jour du mois qui suit celui de l'échéance.

Article 11

Sans préjudice des dispositions de l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales, tout ce qui n'est pas réglé par le présent règlement sera régi par les dispositions du CIR92 et son arrêté d'exécution, applicables aux taxes locales, ainsi que par les dispositions régionales qui renvoient au Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ou par toutes autres dispositions régionales relatives à la fiscalité locale.

Article 12

Le redevable ou son représentant peut introduire une réclamation, par écrit, contre le montant de l'imposition établie, y compris toutes majorations et amendes, auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins, qui agit en tant qu'autorité administrative. A peine de nullité, cette réclamation doit être signée et motivée et elle doit mentionner : les nom, qualité, adresse ou siège du redevable à charge duquel l'imposition est établie, l'objet de la réclamation et un exposé des faits et moyens.

Les réclamations doivent être introduites, sous peine de déchéance, dans un délai de 3 mois à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

Un accusé de réception est adressé au redevable ou à son représentant dans les 15 jours calendrier de l'introduction de la réclamation.

Si le redevable ou son représentant souhaite être entendu dans le cadre de la réclamation, il doit en faire la demande expresse dans la réclamation.

En cas de réclamation, le réclamant ne devra pas justifier du paiement de l'imposition. Toutefois, l'introduction d'une réclamation ne suspend pas l'exigibilité de la taxe et des intérêts de retard.

Article 13

Le traitement de données à caractère personnel nécessaire à la mise en œuvre du présent règlement se fera conformément au Règlement général sur la protection des données et suivant les règles suivantes :

- responsable de traitement : la Commune de Molenbeek-Saint-Jean ;
- finalité du traitement : établissement et recouvrement de la taxe ;
- catégorie de données : nom, prénom, adresse, numéro national ou numéro d'entreprise, adresse postale, adresse courriel, numéro de téléphone, données patrimoniales ;
- durée de conservation : la Commune s'engage à conserver les données pour un délai de maximum 10 ans et à les supprimer par la suite ou à les transférer aux archives de l'Etat ;
- méthode de collecte : déclaration transmise par le demandeur/redevable ;
- communication des données : les données ne seront communiquées qu'à des tiers autorisés par ou en vertu de la loi, notamment en application de l'article 327 CIR92, ou à des sous-traitants de la Commune.

Article 14

Le présent règlement remplace, à partir de l'exercice 2025, le règlement approuvé par le Conseil communal en sa séance du 20 janvier 2021.

Expédition de la présente délibération sera transmise à l'Autorité de Tutelle.

36 votants : 25 votes positifs, 11 votes négatifs.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Secrétaire f.f.,
(s) Nathalie Vandeput

Le Président du Conseil,
(s) Hassan Rahali

POUR EXTRAIT CONFORME
MOLENBEEK-SAINT-JEAN, le 23 juin 2025

Secrétaire f.f.,



Nathalie Vandeput

Le Bourgmestre f.f.,



Amet Gjanaj

**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
GEMEENTE SINT-JANS-MOLENBEEK**Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad**Aanwezig**

Hassan Rahali, *Voorzitter van de Raad* ;
Dirk De Block, Amet Gjanaj, Josiane Dostie, Abdelkarim Haouari, Saliha Raiss, Mohammed El Bouzidi, Mohammed Kalandar, *Schepenen* ;
Ahmed El Khannouss, Jamel Azaoum, Olivier Mahy, Maria Gloria Garcia-Fernandez, Luc Vancauwenberge, Yassine Akki, Khalil Boufraquech, Didier Fabien Willy Milis, Emre Sumlu, Rachid Ben Salah, Taoufik Hamzaoui, Didier-Charles Van Merris, Hamza Zibouh, Harmony Deknudt, Rachid Mahdaoui, Ibrahima Bah, Wafa Chelh, Hilde Sagon, Mohamed El Hamouti, Ali Syed, Maria Vindevoghel, Khalid El Jaïdi El Qazouy, Mohamad Chehade, Nouhéb Belghith, Matteo Kopriva, Valérie Loseke Nembalemba, Cloë Machuelle, Marie De Leener, *Gemeenteraadsleden* ;
Nathalie Vandeput, *Wvd. Secretaris*.

Verontschuldigd

Catherine Moureaux, *Burgemeester* ;
Oumar Diallo, *Schepen* ;
Hassan Ouassari, Michaël Vossaert, Mohamed Adahchour, Hakim Aissati, Mohamed Arabi, Nouhaila El Akrouch, Asma Boutaourout, *Gemeenteraadsleden*.

Zitting van 18.06.25

#Onderwerp : Gemeentebelastingen - Belasting op de uitstallingen, de tentoonspreiding van goederen en terrassen - Dienstjaren 2025 tot 2030 inbegrepen - Vernieuwing en wijzing. #

Openbare zitting**Financiën****DE RAAD,**

Gelet op artikelen 41, 162 en 170 § 4 van de Grondwet;
Gelet op artikelen 117, 118 en 252 van de Nieuwe Gemeentewet;
Gelet op het wet van 13 april 2019 tot invoering van het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen;
Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen als gewijzigd;
Gelet op de verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming) van kracht op 25 mei 2018;
Gelet op het gemeentelijk reglement betreffende de uitstallingen en terrassen;
Gelet op het belastingreglement betreffende de uitstallingen, de tentoonspreiding van goederen en terrassen gevestigd door beslissing van de Gemeenteraad van 20 januari 2021 voor de dienstjaren 2021 tot 2025 inbegrepen;
Overwegende dat het doel, dat door deze belasting wordt nagestreefd, is om aan de gemeente Sint-Jans-Molenbeek de financiële middelen te verschaffen, die noodzakelijk zijn om haar taken en beleidsmaatregelen te kunnen uitvoeren, alsook om haar financieel evenwicht te waarborgen en overwegende dat, tot het bereiken van dit doel, het juist blijkt om met de belastingcapaciteit van de belastingbetalers rekening te houden, en dit in de wettelijke bezorgdheid een rechtvaardige verdeling van de belastingdruk te waarborgen;
Gelet op de financiële toestand van de Gemeente;
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLIST:**Artikel 1**

Er wordt ten bate van de gemeente, voor de dienstjaren 2025 tot 2030 inbegrepen, een jaarlijkse belasting geheven op de uitstallingen, de tentoonspreiding van goederen en terrassen op de openbare weg.

Artikel 2

Voor de toepassing van dit reglement wordt verstaan onder:

"openbare weg", de verkeerswegen, met inbegrip van de bermen en de trottoirs, die in hoofdzaak bestemd zijn voor het verkeer van personen of voertuigen en die voor iedereen toegankelijk zijn; de openbare ruimten, aangelegd als aanhorigheden van de verkeerswegen en voornamelijk bestemd voor het parkeren van voertuigen, voor tuinen, promenades en markten.

De toelating die voorzien is in Titel I van het gemeentelijk reglement betreffende de uitstallingen en terrassen, als ze toegestaan wordt, de toepassing van een jaarlijkse taks die verschuldigd is zodra de openbare weg bezet is of de belastbare voorwerpen boven de

openbare weg bevestigd zijn.

Artikel 3

In het kader van de opslag van de koopwaren, uitstallingen, grills, toebehoren en distributietoestellen, bedraagt deze taks:

- Voor de uitstallingen van koopwaren, de uitstallingen, grills en toebehoren van de uitstallingen:
25,00 EUR per vierkante meter die de openbare weg bezet of die het voetpad overschrijdt per jaar.
- 30,00 EUR per vierkante meter, voor de oppervlakte van het voetpad, dat bedekt is met een plankenvloer per jaar.
- Voor de automatische distributietoestellen van kleine handelsartikelen of alle andere gelijkaardige toestellen:
50,00 EUR per toestel per jaar.

De taks is verschuldigd door de eigenaar van het toestel.

De belastbare oppervlakte van de uitstallingen van de koopwaren wordt berekend nadat de vergunning gegeven wordt krachtens Titel I van het gemeentelijk reglement betreffende de uitstallingen en terrassen.

De belastbare oppervlakte van de uitstallingen van waren is berekend naar hun algehele lengte gemeten van het ene tot het andere uiteinde en naar de breedte vanaf de huisgevel. Indien de uitstalling tussen windschermen geplaatst wordt, is de belastbare lengte degene die tussen de windschermen begrepen is. Evenzo, indien de windschermen op de lijn van de uitstalling vooruitkomen, wordt de belastbare breedte van de uitstalling opgevoerd tot de lengte van de windschermen.

Indien de uitstalling zich langs beide kanten van een toegangsdeur uitstrekt, zal, forfaitair, een band van één meter van de lengte afgetrokken worden.

Alle vergunningen voor de bezetting van de openbare weg of het deel dat over het voetpad uitsteekt, zal aangerekend worden voor een getaxeerde oppervlakte van minstens 1m².

De taks zal niet worden toegepast op uitstallingen die niet meer dan 0,20m uitspringen vanaf de naakte muur van de gevel. Wanneer deze afmeting overschreden wordt, zal de taks verschuldigd zijn voor de gehele toegelaten ruimte of voor het ganse deel dat over het voetpad uitsteekt, onverminderd de sancties die voorzien zijn in Titel I van het gemeentelijk reglement betreffende de uitstallingen en terrassen.

Artikel 4

In het kader van het plaatsen van terrassen wordt de belasting bepaald op :

- 25,00 EUR per vierkante meter die de openbare weg bezet of die het voetpad overschrijdt per jaar ;
- 30,00 EUR per vierkante meter voor de oppervlakte van het voetpad dat bedekt is met een plankenvloer per jaar.

Ze wordt verdrievoudigd voor de "gesloten terrassen", die hoe dan ook van de openbare weg afgescheiden zijn en een afgeschermd ruimte tegen onweer vormen door middel van vaste of mobiele systemen zoals panelen, geruite scheidingswanden, zonneblinden enz... en die op een voetpad of op een bouwvrije strook langs een openbare weg gelegen zijn.

De belastbare oppervlakte van de terrassen wordt berekend nadat de vergunning gegeven wordt krachtens Titel I van het gemeentelijk reglement betreffende de uitstallingen en terrassen.

De belastbare oppervlakte van de terrassen is berekend volgens de totale lengte die gemeten is van een uiteinde naar het andere en volgens de breedte, te rekenen vanaf de gevel. Als het terras geplaatst wordt tussen windschermen, is de belastbare lengte die welke tussen deze windschermen vervat is; als de windschermen de rooilijn van het terras overschrijden, wordt de belastbare breedte uitgebreid tot de lengte van deze windschermen.

Een strook van één meter zal forfaitair afgetrokken worden van de totaallengte als het terras uitgebreid wordt tot beide kanten van een toegangspoort tot de inrichting.

Artikel 5

De taks is verschuldigd door de houder van de vergunning. Ze is steeds verschuldigd aan het volle tarief voor het jaar dat aan de gang is, ongeacht de data vanaf en tot wanneer het voetpad bezet is of er belastbare voorwerpen over het voetpad bevestigd worden.

Geen enkele korting of vergoeding wordt toegestaan, om welke reden dan ook. Ingeval van herneming van een inrichting die vrijgesteld wordt van de taks voor het jaar dat aan de gang is, zal er geen nieuwe taks geïnd worden voor eenzelfde belastbare oppervlakte. Een nieuwe toelating zal evenwel verkregen moeten worden volgens de procedure die voorzien is in Titel I van het gemeentelijk reglement betreffende de uitstallingen en terrassen.

Artikel 6

§1. Tijdens wegenwerken, met een duur van meer dan 2 maanden, waardoor de installatie van een uitstalling of een terras onmogelijk wordt, zal er een proportionele belastingverlichting naargelang het aantal maanden waarin de bezetting van het voetpad belemmerd zal zijn toegekend worden.

Hetzelfde geldt in geval van schorsing, voor een duur van meer dan twee maanden, van het door de vergunning toegestane gebruik wanneer het algemeen nut het vereist.

Om deze bepaling te genieten, moet de uitbater tijdens de duur van de werken een schriftelijk verzoek indienen bij het gemeentebestuur en de controle mogelijk maken door de ambtenaar die hiertoe aangesteld is.

§2. Het verbod om de openbare weg privaat te bezetten tijdens de dagen waarop de markten georganiseerd worden, zoals bedoeld in artikel 7 van het gemeentelijk reglement betreffende de uitstallingen en terrassen, zal geen enkele belastingverlichting met zich meebrengen.

§ 3. De in dit artikel vermelde gevallen geven in geen geval aanleiding tot om het even welke vergoeding.

Artikel 7

De betaling van de belasting impliceert voor de gemeente de verplichting niet om hiertoe een bijzonder toezicht te vrijwaren.

Artikel 8

Het gemeentebestuur stuurt de belastingplichtige een aangifteformulier op dat deze laatste volledig ingevuld en ondertekend moet terugsturen vóór de vervalltermijn die op dit formulier vermeld is. De belastingplichtige die geen aangifteformulier ontvangt, dient aan het gemeentebestuur, uiterlijk op 15 januari van het jaar dat volgt op het aanslagjaar de gegevens mee te delen die nodig zijn voor het

heffen van de belasting. De vergunning die krachtens Titel I van het gemeentelijk reglement betreffende de uitstallingen en terrassen verkregen wordt, doet geen afbreuk aan de verplichting om een jaarlijkse aangifte in te dienen.

Indien de aangifte niet binnen de voorziene termijn gebeurt, of indien de aangifte onjuist, onvolledig of onnauwkeurig ingevuld is, wordt de belasting ambtshalve ten kohier gebracht.

De ambtshalve ingekohierde belastingen worden verhoogd met een bedrag gelijk aan 10% van het oorspronkelijk verschuldigde recht. Het bedrag van deze verhoging wordt gelijktijdig en gezamenlijk ingekohierd met de ambtshalve ingekohierde belasting.

Artikel 9

De taks wordt geïnd via kohier. Het kohier van de taks wordt uitgevaardigd en uitvoerbaar verklaard door het College van Burgemeester en Schepenen. De belastingplichtige ontvangt kosteloos een aanslagbiljet. De belasting moet betaald worden binnen twee maanden na de verzending van het aanslagbiljet.

Artikel 10

Bij gebrek aan de betaling van de belasting binnen de termijn, is een intrestvoet voorzien betreffende de belastingen verschuldigd, dit intrest wordt berekend per kalendermaand vanaf de eerste dag van de maand die volgt op de vervaldatum.

Artikel 11

Onverminderd de bepalingen van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen wordt alles waarin dit reglement niet voorziet, geregeld door de bepalingen van het WIB92 en zijn uitvoeringsbesluit die van toepassing zijn op de lokale belastingen, alsook door de gewestelijke bepalingen die verwijzen naar het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen of door alle andere gewestelijke bepalingen inzake lokale fiscaliteit.

Artikel 12

De belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger kan schriftelijk bezwaar indienen tegen het bedrag van de gevestigde aanslag, met inbegrip van alle verhogingen en boetes, bij het college van burgemeester en schepenen, dat optreedt als administratieve overheid. Dit bezwaarschrift moet op straffe van nietigheid ondertekend en gemotiveerd worden en moet melding maken van de naam, de hoedanigheid, het adres of de zetel van rekenplichtige ten laste van wie de aanslag wordt gevestigd, het voorwerp van het bezwaar en een uiteenzetting van de feiten en middelen.

Bezwaarschriften moeten op straffe van verval worden ingediend binnen een termijn van drie maanden, te rekenen vanaf de derde werkdag volgend op de datum van verzending van het aanslagbiljet.

Binnen 15 dagen na het indienen van het bezwaarschrift wordt een ontvangstbewijs verzonden naar de belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger.

Als de belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger gehoord wenst te worden in het kader van zijn bezwaar, moet hij daar uitdrukkelijk om verzoeken in zijn bezwaarschrift.

Indien er klachten zijn, zal de eisende partij de betaling van de belasting niet moeten rechtvaardigen. De indiening van een klacht heeft echter niet de opeisbaarheid van de taks en de nalatigheidinteresten op.

Artikel 13

De verwerking van persoonsgegevens die nodig is voor de toepassing van dit reglement dient in overeenstemming te zijn met de Algemene Verordening Gegevensbescherming, met inachtneming van volgende regels:

- verwerkingsverantwoordelijke: de gemeente Sint-Jans-Molenbeek;
- doeleinde van de verwerking: vestiging en invordering van de belasting;
- gegevenscategorie: naam, voornaam, adres, Rijksregisternummer of Bedrijfsnummer, postale adres, mailadres, telefoonnummer, patrimoniumsgegevens ;
- bewaringstermijn: de gemeente verbindt zich ertoe gegeven gedurende maximaal 10 jaar te bewaren en ze daarna te wissen of over te dragen aan het Rijksarchief;
- verzamelmethode: door aanvrager/belastingplichtige ingediende aangifte;
- doorgifte van de gegevens: de gegevens zullen enkel worden meegedeeld aan derden aan wie doorgifte is toegestaan bij wet of in toepassing van artikel 327 van het WIB92 of aan de verwerkers van de gemeente.

Artikel 14

Dit reglement vervangt, vanaf het dienstjaar 2025, het reglement goedgekeurd door de gemeenteraad in zijn vergadering van 20 januari 2021.

Verzending van de onderhavige beraadslaging zal aan de Toezichthoudende Overheid overgemaakt worden.

36 stemmers : 25 positieve stemmen, 11 negatieve stemmen.

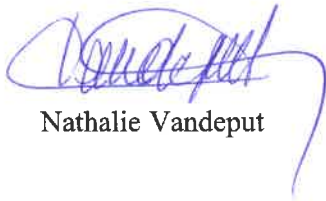
ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

Wnd. Secretaris,
(g) Nathalie Vandeput

De Voorzitter van de Raad,
(g) Hassan Rahali

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT
SINT-JANS-MOLENBEEK, 23 juni 2025

Wnd. Secretaris,



Nathalie Vandeput

De Wnd. Burgemeester,



Amet Gjani